



Vendredi 5 juillet 2019 - Deuxième session (11h30 - 13h30)

Atelier 68

Salle : 54

Crises et élites, crises d'élites Élites économiques et pouvoir politique

Les soulèvements qui ont secoué la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient depuis 2010 portent des revendications de justice sociale et de participation ainsi qu'un rejet des anciennes élites associées à la corruption et à l'autoritarisme. Mais, comme le souligne Louër (2013), peu d'études se sont intéressées à ce qui se passe, « en haut », au niveau des coalitions autoritaires puisque la grande partie des travaux se sont focalisés sur la dynamique des mouvements sociaux « d'en bas ».

Il est donc important de comprendre quels sont les rapports entre les structurations élitaires de ces sociétés et les mutations qu'elles traversent. Comment les élites économiques se comportent-elles en situation de crises politiques ? De quelle manière s'adaptent-elles au changement ?

À partir de l'étude des pays d'Amérique Latine, d'Asie et du Moyen-Orient, le comportement « contingent » (O'Donnell, 1992) des élites économiques face à la démocratisation est expliqué par leur dépendance à l'égard de l'Etat et leur désir de préserver leurs intérêts matériels (Bellin, 2000). Contrairement aux autres élites économiques, celles de la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient auraient comme spécificité d'être fondamentalement favorable à l'autoritarisme (Greenwood, 2008). Des recherches récentes, mobilisent, quant à elles, le concept de « crony capitalism » pour comprendre les ressorts de la captation des ressources publiques et de la réglementation à des fins privées (Chekir et Diwan 2015 ; Rijkers et al. 2014). Ce panel ouvre une nouvelle piste pour discuter les rapports entre élites économiques et pouvoir politique à partir de l'analyse des pratiques et des engagements concrets de celles-ci au moment et après des soulèvements populaires. Nous mobilisons la sociologie des crises politiques de Michel Dobry qui définit ces situations, en continuité avec les périodes d'activité sociale routinière, comme des moments de désectorisation du monde social (Dobry, 1986). Nous interrogeons cette question selon trois axes :

- 1) Les légitimités en crise : Quels sont les rapports entre les crises que traversent les pays de la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et les modalités de construction et de remise en question des légitimités des élites ?
- 2) La crise des rapports inter-élitaires : Quelles formes de fragmentation, de restructuration et de renouvellement des rapports constatons-nous, entre différents groupes d'élites ?
- 3) La diversité des stratégies de gestion des crises : Quels changements ces crises impliquent-elles sur les répertoires d'action, les positionnements et les pratiques des acteurs économiques ?

Responsable : Dilek Yankaya (Sciences Po Aix, Cherpa)

Liste des intervenants : Tewfik Aclimandos, Houda Ben Hamouda, Feouzi El Masteri, Alia Gana, Mohamed Jeggllaly, Mohamed Oubenal, Dilek Yankaya

Feouzi El Masteri (Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim)

L'absence de transition industrielle en Algérie ou la segmentation-confrontation des élites

Ce travail cherche à expliquer la non-émergence économique d'Algérie par l'existence d'une logique de confrontation-segmentation chez les élites politiques et les élites économiques, phénomène aux antipodes des

expériences à l'œuvre dans les pays émergents où une relation de coopération-intégration a constitué le socle d'une expansion économique rapide. Si des déterminants économiques peuvent en partie expliquer l'absence de transition industrielle (rente pétrolière, incohérence des politiques publiques), le facteur essentiel de ce blocage est d'ordre socio-politique et réside dans le conflit structurel entre le pouvoir politique et la classe des grands entrepreneurs. Craignant un renforcement de la bourgeoisie industrielle comme vecteur de transformation du système politique existant, la classe dirigeante a privilégié la coopération avec les patrons de PME, mais ce type d'alliance, atypique au regard des modèles de développement des pays du Sud, a eu des résultats discutables sur le plan économique.

Houda Ben Hamouda (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, SIRICE)

Trajectoires de grandes élites économiques et mutations des assises politico-économiques en Tunisie

Les soulèvements arabes de l'hiver 2010-2011 ont amené des changements multiples, en disqualifiant une partie des anciennes élites et en renouvelant une autre. Dans le cadre de cette communication, nous nous intéresserons aux stratégies des patrons tunisiens membres de la principale organisation patronale tunisienne, l'Union tunisienne du commerce et de l'artisanat (UTICA). Ce dernier a fait partie de l'outillage du gouvernement de l'économie sous Ben Ali et a joué un rôle inédit dans la transition en tant que membre du quartet du dialogue national menant au processus constitutionnel. Quels effets ce renouvellement de la légitimité politique de l'UTICA a-t-il eu sur les patrons adhérents ? À partir d'entretiens avec des membres, et en étudiant les changements organisationnels survenus dans ce syndicat patronal, nous analyserons la manière dont les rapports au politique des patrons tunisiens ont été transformés.

Tewfik Aclimandos (Université française d'Égypte)

Conflits inter-élites au sujet des privatisations en Égypte

Les politiques de privatisation ont été au centre du débat politique public et des discussions « en interne » au sein des cercles dirigeants égyptiens depuis plus de vingt-cinq ans. Ces politiques, débats, discussions en interne, sont mal connus. Cette présentation proposera d'abord un bilan de la situation du secteur public depuis les années 1990 en distinguant notamment deux mouvements de privatisation avant et après 2003. Je vais ensuite analyser les perceptions par rapport à celle-ci de ceux qui ont décidé et mis en œuvre ces politiques pour éclairer les conflits actuels parmi les élites. Cette analyse mettra en lumière les effets, voulus ou imprévus, de ces politiques sur les rapports entre l'État et les élites économiques.

Alia Gana (CNRS, IRMC)

La mise sous tutelle politique du syndicat agricole UTAP : enjeux économiques et électoraux dans le contexte post-révolution en Tunisie

Les analyses du scrutin de 2011 qui ont porté au pouvoir le parti Ennahdha ont mis en évidence les bases électorales principalement urbaines de la formation politique islamiste (Gana, Van Hamme 2016). Cherchant à élargir son implantation en milieu rural et agricole, Ennahdha s'est employé dès 2012 à placer sous son contrôle le syndicat agricole UTAP. Après l'échec du mouvement de contestation qui a touché les instances dirigeantes de l'UTAP en 2011, une vaste opération de manipulation des élections lors du congrès extraordinaire de l'UTAP en 2013 a permis à un membre du conseil consultatif du parti Ennahdha d'accéder à la tête de l'organisation syndicale (ATIDE, 2013). Basé sur des enquêtes de terrain et un suivi de la presse, cette communication propose de mettre au jour les enjeux politiques et économiques de cette mise sous tutelle de l'UTAP par le parti islamiste, qui permet à ce dernier de contrôler les canaux de distribution des aides et des services étatiques aux agriculteurs et d'utiliser les unités locales et régionales du syndicat agricole comme des relais locaux d'encadrement politique.

Mohamed Jeggallaly (Centre Marocain des Sciences Sociales)

Les élites du projet Libya Al-Ghadd. Du réformisme accommodant à la défection révolutionnaire

Si la Libye de Ghaddafi a gardé le terme socialiste dans son appellation, elle n'a pas attendu 2011 pour introduire des politiques économiques libérales. Les prémices ont commencé dans les années 1990 durant l'embargo avec une accentuation suite au projet « modernisateur » *Libya Al-Ghadd* lancé, dans les années 2000, par Seif Al Islam fils de Ghaddafi. Autour de Seif Al-Islam, un réseau d'élites économiques, politiques et de technocrates s'est progressivement constitué. Ces élites, ayant des profils sociopolitiques différents, avaient des ambitions et des

intérêts divergents mais étaient enthousiasmées par les opportunités offertes. Le fils de Ghaddafi leur proposait de contribuer à un changement du régime de « l'intérieur » et « sans risque » tout en obtenant un accès aux ressources de l'État et une éventuelle ascension sociale. Durant les événements de 2011, les défections sont plus nombreuses au sein des élites autour de Seif Al-Islam en comparaison avec d'autres cercles du pouvoir. Elles ont navigué sur la nouvelle vague révolutionnaire en adoptant une narration sur leur « antécédent réformisme » au sein du projet Libya Al-Ghadd. Cette communication définit les stratégies d'agrégation d'élites autour de Seif Al-Islam et le processus de fabrication d'un discours réformiste hybride autour du projet *Libya Al-Ghad*. Elle retrace également la défection de ces élites en 2011 et ses efforts de récupération du moment révolutionnaire durant les huit mois de guerre civile et les années suivantes.

Mohamed Oubenal (IRCAM)

The political Economy of business elites in Tunisia: actors, strategies and identities

When the Tunisian government seized the assets of the Ben Ali clan in 2011, prosperous companies were sold to some fractions of the business elite which started adopting a strategy of direct intervention in the political sphere to consolidate their resources and find new opportunities. In order to study the position of business elites in Tunisia we use a methodology combining a social network analysis (SNA) of the board of directors of Tunisian listed companies and a qualitative history of its political economy. This presentation will shed new light on the regional identities of some family groups and the centrality of financial institutions such as insurance companies. The financial sector is dominated by the State, but some Djerbian families occupy important positions and Sfaxian entrepreneurs are organized in clusters that control certain large industrial companies.

Dilek Yankaya (Sciences Po Aix, Cherpa)

« On a renversé un dictateur, ce n'est pas un patron qui va nous arrêter ! » Créer et gérer une entreprise en Tunisie post-Ben Ali

La littérature d'avant-2011 fait consensus sur le fait que la dépendance des hommes d'affaires au pouvoir politique soit un déterminant structurel des autoritarismes en Afrique du nord et au Moyen-Orient (Bellin, 2004). L'absence du soutien des élites économiques aux soulèvements porteurs de changement politique en 2011 est présentée comme le résultat de cette dépendance structurelle qui aurait beaucoup à perdre d'une ouverture démocratique (Hertog et alii, 2013).

Mais que font les dirigeants d'entreprises une fois que les configurations politiques sur lesquelles ils ont construit leur manière de faire, ou de ne pas faire, des affaires sont alternées ? Cette communication, basée sur une enquête de terrain réalisée en Tunisie auprès d'anciens et de nouveaux dirigeants de PME tunisiennes et étrangères, propose une étude des rapports entre hommes d'affaires et pouvoir politique au-delà des études macro. Elle constate que les préférences politiques des dirigeants d'entreprise, loin d'être préétablies ou prêtes-à-établir, sont configurées selon leurs rapports au quotidien avec les administrateurs et les employés, des rapports fortement dépendants des représentations spécifiques que font ceux-ci de la transition qu'expérimente le pays.